

## Anne Hidalgo dans le Finistère le 4 décembre



Anne Hidalgo conclura le forum régional consacré à l'Éducation, samedi 4 décembre, de 16h30 à 18h00, à la MMA du Relecq-Kerhuon (rue Gay-Lussac).

Ce forum s'inscrit dans la démarche *La France à voix haute* qui consiste à donner la parole aux actrices et aux acteurs de la communauté éducative, (enseignants, parents d'élèves, associations d'éducation populaire...).

Ce forum régional prendra la forme de quatre ateliers qui auront pour thèmes :

- « Pour une école publique émancipatrice, notamment pour les plus démunis »
- « Comment adapter l'école primaire aux réalités des enfants ? »
- « Comment promouvoir l'équité en matière d'accès aux études supérieures ? »
- « Comment éduquer à la participation collective pour une réelle démocratie ? »

Ces ateliers seront animés par des responsables syndicaux et des élu.e.s départementaux ou régionaux.

Dans toute la France, des forums de ce type sont organisés. Leurs conclusions serviront à enrichir le programme d'Anne Hidalgo.



## Présomption de crédibilité

Si le magazine *Envoyé spécial* a enquêté, pendant près de deux ans, et diffusé des témoignages de femmes accusant, à visage découvert, Nicolas Hulot de les avoir agressées, c'est bien parce que le gouvernement d'Édouard Philippe, lorsqu'un premier témoignage avait été rendu public, avait totalement pris fait et cause pour celui qui était alors ministre. Comment les membres de ce même gouvernement peuvent ensuite inciter les femmes victimes d'agressions à porter plainte ?

Il en faut du courage pour oser dénoncer un agresseur, célèbre médiatiquement, en sachant qu'il faudra affronter la suspicion, l'ironie et la mauvaise foi !

Après ce numéro d'*Envoyé spécial*, la peur doit changer de camp. Même ministre, aucun agresseur n'est au-dessus des lois. Et surtout, même si la présomption d'innocence est essentielle, la présomption de crédibilité des victimes qui témoignent doit aussi être respectée.

# Pour une juste reconnaissance salariale

C'est assez exceptionnel pour être signalé : 27 structures d'accueil et 4 organisations syndicales (CFDT, Sud, CGT et FO), du secteur social et médico-social, se sont rassemblées au sein d'un collectif, pour exiger un juste traitement de tous les salariés qui interviennent dans le secteur médico-social.



« Tous les acteurs du médico-social sont mobilisés »

Dans une motion adressée aux parlementaires du Finistère, le 22 novembre dernier, le collectif *Employeurs-Syndicats de l'économie Sociale et Solidaire en Bretagne* réclame une juste reconnaissance salariale du secteur social et médico-social.

« Bien qu'une revalorisation des métiers éducatifs, puis plus largement de l'ensemble de nos professionnels, soit annoncée nous n'en avons pour le moment ni le calendrier, ni le niveau et encore moins les modalités de financement », dénonce le collectif.

« En effet, au 1<sup>er</sup> janvier 2022, seuls les professionnels relevant de

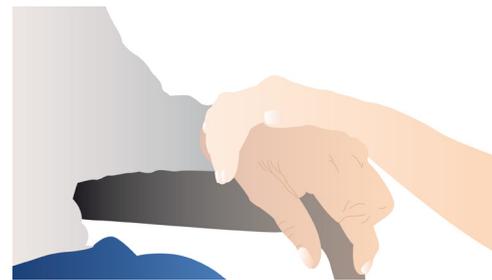
financements de l'assurance maladie bénéficieront d'une revalorisation de 183 euros. De fait, une grande partie de nos métiers, dits « éducatifs » ou les fonctions support, est donc exclue de ces mesures alors même qu'ils ont été mobilisés durant la crise sanitaire de la même manière que leurs collègues relevant du secteur sanitaire », peut-on lire dans cette motion.

**« Malgré les engagements, les financements perçus par nos associations ne représentent que 74 % du montant global. »**

« Près de 90 % des personnels qui interviennent dans les secteurs de la protection de l'enfance ou la protection maternelle et infantile ne sont pas concernés par les annonces de revalorisation », explique Anthony Queguineur, premier secrétaire général adjoint de *Don Bosco*. « Cela signifie très concrètement qu'au sein d'une même équipe, certains seront augmentés et d'autres non. » Pour les EHPAD, les salaires de tous les personnels seront revalorisés, mais il n'en va pas de même pour les établissements médicaux-sociaux où seuls les soignants seront concernés.

Cette situation ne contribue pas à revaloriser l'image et l'attractivité des métiers du médico-social alors même que des recrutements doivent rapidement être engagés. « Nous constatons déjà que, lorsque nous proposons des

offres d'emplois, nous recevons moins de candidatures qu'auparavant », alerte Anthony Queguineur. « Nous parvenons cependant encore à embaucher sur des postes en CDI, mais nous rencontrons de réels problèmes lorsqu'il s'agit de trouver des remplaçants, ce qui occasionne des difficultés dans la gestion de nos équipes. » En outre, « la revalorisation salariale octroyée aux professionnels des EHPAD n'est, à ce jour, pas intégralement financée », rappelle le collectif. « Malgré les engagements pris, les financements perçus par nos associations ne représentent que 74 % du montant global. Cette situation vient indéniablement impacter la stabilité financière de nos structures et génère un climat d'incertitude quant à la pérennité des financements associés aux annonces de revalorisation salariale. »



Le secteur du soin doit être soutenu

La balle est maintenant dans le camp des parlementaires de la majorité qui se sont tous engagés à corriger ces injustices. Mais sauront-ils se faire entendre... ?

## Populiste



« Populiste ». C'est ainsi que les élu.es du groupe *Finistère et Solidaires* ont qualifié les récentes interventions de Maël de Calan, au sujet de la protection de l'enfance.

Dans les colonnes du *Télégramme*, le 24 novembre, le président De Calan a évoqué la situation de la protection de l'enfance en Finistère, quelques heures avant une réunion des assistants familiaux du Finistère.

« En utilisant un contexte général et national de difficultés et de complexification des situations de la protection de l'enfance, il accuse l'ancienne majorité départementale de tous les maux », dénonce Kevin Faure, au nom du groupe. « À l'inverse, lorsqu'il s'agit d'apporter des propositions, il utilise les avancées réalisées par cette même précédente majorité départementale en faveur des assistants familiaux ou pour développer et diversifier les

places dans les associations (+4 millions d'euros notamment). Nous appelons cela du populisme ! »

La précédente majorité avait déjà engagé de nouveaux recrutements. Mais, et Maël de Calan prend bien soin de l'occulter, ces recrutements sont particulièrement difficiles dans la période et ce n'est pas la seule réponse attendue par les professionnels du secteur. « À l'inverse du président De Calan, nous n'abordons pas les placements des 2 100 mineurs en Finistère via le philtre des finances. » Qu'est-ce qui coûte le plus cher ? Un placement dans une famille d'accueil ? Dans un foyer ? Ou chez un tiers digne de confiance ? C'est bien grâce à une expertise professionnelle complexe menée par les agents du Conseil départemental, les partenaires associatifs de la protection de l'enfance, du médico-social, de la pédopsychiatrie et suivant les injonctions d'un juge des enfants, que les placements sont ordonnés. Le placement extra-familial en famille d'accueil ne correspond absolument pas aux besoins de tous les enfants confiés, auxquels nous nous devons de proposer des accompagnements personnalisés.

# Les pêcheurs veulent travailler

**Mais quelle mouche a bien pu piquer Annick Girardin, ministre de la Mer, pour qu'elle puisse évoquer, aux Assises de la Mer qui se tenaient à Saint-Pol-de-Léon, un plan de sortie de flotte pour les bateaux qui ne pourront pas pêcher dans les eaux britanniques ?**

« **J**ene peux me résoudre à des plans de sortie de flotte ! », a immédiatement réagi Loïg Chesnais-Girard. « **Les négociations doivent continuer et les engagements pris doivent être tenus ! Le rôle de la Commission européenne est de protéger les intérêts des citoyens européens. La réserve Brexit doit être prioritairement dédiée aux innovations et investissements nécessaires à l'avenir de la pêche bretonne. Ce fonds d'ajustement au Brexit ne doit pas servir à détruire nos bateaux !** », a insisté le président du Conseil régional.

« **Les autorités britanniques doivent faire preuve d'un peu plus de bonne volonté** », considère Gaël Le Meur, présidente de la

Commission Économie au Conseil régional. Pour les bateaux de plus de douze mètres, qui sont équipés de systèmes de localisation, il est assez facile de prouver qu'ils pêchaient, avant le Brexit, dans les eaux britanniques. En revanche, les bateaux de taille inférieure, doivent présenter toute une série de formulaires. Et les autorités britanniques sont particulièrement pointilleuses. « **Les Anglais ne respectent pas l'accord** », estime l'élue de Concarneau. Les licences sont accordées au compte-goutte et les demandes sont divisées en trois

catégories : les vertes, lorsqu'ils peuvent pêcher, les oranges, pour les licences provisoires et les rouges, lorsque les autorités britanniques estiment qu'elles n'ont pas assez d'éléments pour accorder des licences.

« **La Région Bretagne a toujours été aux côtés de la filière pêche** », insiste Gaël Le Meur. « **Nous croyons en son développement et nous investissons fortement dans les ports pour que les pêcheurs et les mareyeurs puissent travailler dans de bonnes conditions.** »

Les pêcheurs savent que leur métier est dur. Ils ne demandent aucune faveur, simplement le droit de l'exercer. Si, par des procédures administratives, on le leur enlève, leur colère sera terrible.

« **La Région Bretagne sera aux côtés de la filière pour que les engagements soient respectés** », insiste Gaël Le Meur. « **Toute la filière serait fragilisée si des bateaux devaient rester à quai. Nous ne pouvons l'envisager.** »

Les navires qui pêchaient au large de Jersey ou Guernesey doivent pouvoir continuer à le faire. Point !



Les Anglais doivent respecter les accords

## En savoir plus

### Recrutement



« L'Union des Élus Socialistes et Républicains du Finistère recrute un chargé de mission (H/F) en CDI – 50% d'un temps plein

Lieu de travail : Brest

Descriptif du poste :

- Assurer le fonctionnement courant de l'association en lien avec le président et les élu.e.s membres du bureau et du CA dans le cadre des actions décidées par les instances ;

- Assurer l'information du réseau des élu.e.s locaux par la gestion des outils de communication (site internet, réseaux

sociaux, lettre d'information...);

- Organiser des réunions d'information, débats et formations pour les élu.e.s ;

- Répondre aux demandes exprimées par les élu.e.s locaux membres de l'association ;

- Assurer une veille presse et réseaux sociaux ;

- Suivre les travaux parlementaires relatifs aux collectivités territoriales et aux dossiers locaux et en synthétiser les éléments sous forme de notes et argumentaires utiles à la coordination des élu.e.s membres de l'association ;

- Faire l'interface avec les collaborateurs-collaboratrices et groupes de Gauche des collectivités finistériennes, du Conseil Régional de Bretagne, ainsi qu'avec la FNESR.

Profil recherché :

- BAC + 4 minimum (faculté de droit ou IEP) ou diplômé d'un troisième cycle (filiales service public, droit parlementaire, droit administratif, politiques publiques...);

- Qualités rédactionnelles ;
- Communication institutionnelle ;
- Maîtrise de l'outil informatique et Internet ;
- Connaissance du droit et des finances des collectivités locales ;
- Autonomie dans le travail et prise d'initiatives ;
- Rigueur, disponibilité, capacité à travailler dans l'urgence ;
- Aptitude à travailler en équipe. »

### Assemblée générale de l'UESR

L'Union des Élus Socialistes et Républicains tiendra son Assemblée générale le **lundi 20 décembre** à 19h00 au local du PS à Brest, (13 rue de Portzmoguer).

Contact : [contact@uesr29.fr](mailto:contact@uesr29.fr)



# Agenda

11 décembre  
Conseil fédéral.

## Disparition

C'est avec une grande tristesse que nous avons appris la disparition d'**André Hili**, militant de la section de Guilers.

Militant syndical à la **CFDT**, «Dédé» fut adjoint dans l'équipe de Jean Mobian en 1995 et 2001.

Nous adressons à sa famille et ses proches nos plus sincères condoléances.

## Cap Finistère

Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428  
N° 1375 - Vendredi 3 décembre 2021  
[www.ps29.bzh](http://www.ps29.bzh) - [cap-finistere@wanadoo.fr](mailto:cap-finistere@wanadoo.fr)  
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER  
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication :  
Yves FORMENTIN-MORY  
Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON  
Tél. 02 98 43 44 39  
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère  
Tél. 02 98 43 11 44

## S'abonner

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @ .....

Tarifs pour l'année

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :  
ADFFFPS



# Affronter

Toutes celles et tous ceux qui ont eu l'occasion de le croiser le week-end dernier, à Porspoder, Brest, Quimper ou à Plérin, peuvent en témoigner : **François Hollande entend bien mettre son expérience au service de la Gauche pour la Présidentielle de l'année prochaine.**

Qu'explique l'ancien président dans son livre *Affronter*? Que les débats de la campagne présidentielle devraient porter sur les trois principaux défis auxquels nous sommes confrontés : la crise démocratique, les menaces extérieures et la transition écologique.

La V<sup>e</sup> République traverse une crise de sa représentation qui se traduit, notamment par une baisse régulière de la participation électorale mais qui prend différents aspects comme l'influence croissante des forces de l'argent dans les médias ou le rôle bien trop important que joue la technocratie dans les prises de décisions, au détriment des élus.

À côté de cette menace intérieure, les menaces extérieures se font de plus en plus précises, comme aujourd'hui sur les frontières Est de l'Europe, en Biélorussie ou en Ukraine. L'affirmation de puissances comme la Turquie ou l'Iran, la montée en puissance de la Chine et sa confrontation avec les États-Unis, qui se détournent de l'Europe pour se concentrer sur le Pacifique, rendent le monde de plus en plus instable et dangereux. La France ne peut pas se substituer à l'Union européenne mais ceux qui aspirent à la présider doivent présenter une vision claire des contours de l'Europe de la défense.

Les effets du réchauffement climatique se font sentir tous les jours. La promotion des frontières n'a aucun sens face à ce phénomène qui se joue des limites administratives, a rappelé celui qui est parvenu à faire ratifier l'accord de Paris en 2015. Mais des décisions encore plus énergiques, qui vont bouleverser nos modes de vie, doivent rapidement être prises.

Seule la Gauche peut répondre à ces défis. Ce ne sont ni les libéraux, qui ne jurent que par le marché, ni les populistes, qui ne jurent que par les frontières, qui vont résoudre la crise climatique. Ce ne sont pas non plus la Droite et l'Extrême-droite, qui voient en Poutine un modèle, qui vont garantir notre souveraineté.

En ce qui concerne nos institutions, François Hollande tire un bilan au vitriol du quinquennat qui s'achève, qu'il qualifie



dans son livre «*d'anormal*». Comment Emmanuel Macron, qui a abaissé nos institutions avec méthode, pourrait être demain le candidat de l'équilibre institutionnel, de la participation citoyenne?

Seul socialiste, avec François Mitterrand, à avoir remporté une élection présidentielle, François Hollande appelle Anne Hidalgo à ne pas se précipiter. **«C'est au mois de janvier que l'opinion se cristallisera. D'ici là, il faut affiner le projet.»** Pour François Hollande, il ne sert à rien d'additionner les promesses, comme le font certains candidats, sans prendre la peine de les chiffrer. **«Les électrices et les électeurs ne veulent pas un catalogue de mesures, mais une orientation, une direction incarnée par une candidate crédible.»**

Pour François Hollande, il faut promettre peu mais il faut présenter quelques engagements forts qui parlent aux électrices et aux électeurs, comme il l'avait fait avec l'annonce de la création de 60 000 postes dans l'Éducation nationale ou l'instauration du tiers payant.

La Gauche reste dans la course pour la Présidentielle. À condition qu'elle se dote d'une force centrale qui ne peut être que le Parti Socialiste. **«Nous devons, dans cette campagne, incarner à la fois l'audace mais aussi la crédibilité. Ce n'est pas rien de confier, pour cinq ans, les destinées du pays à quelqu'un. Il ne faut jamais oublier que le président de la République est aussi le chef des armées. Et que la nôtre est dotée de la force de frappe nucléaire»**, a rappelé François Hollande.

Il faut se présenter à cette Présidentielle avec la ferme intention de la remporter. Pas simplement d'être quelques pourcents au-dessus de son partenaire pour négocier quelques circonscriptions pour les Législatives qui suivront.

Aujourd'hui, rien n'est joué. Il reste quelques semaines aux socialistes et à leurs partenaires pour créer les conditions d'une dynamique à travers un projet qui correspondent aux aspirations des électrices et des électeurs.